

Arrêté n° : CB/DAG/2024/ *371*

Délégation temporaire à
Madame Marie-Christine
ROBERT, 1ère adjointe –

ARRÊTÉ

Nous, Maire de la Ville de SENLIS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-18, L 3221-3, L 4231-3, L 4422-25 et L 5211-9,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, notamment l'article L242-1,

Vu la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020, au cours de laquelle il a été procédé à l'élection des Adjointes au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020, modifiée par délibération du 16 décembre 2020, portant sur les délégations consenties au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que madame le Maire estime se trouver en situation de conflit d'intérêts s'agissant d'une déclaration d'intention d'aliéner relative à un bien immobilier lui appartenant et de l'usage subséquent du droit de préemption dont la Ville peut se prévaloir,

Considérant que conformément à l'article 5 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque le maire estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, qu'il agisse en vertu de ses pouvoirs propres ou par délégation de l'organe délibérant, le maire prend un arrêté mentionnant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences et désigne, dans les conditions prévues par la loi, la personne chargée de le suppléer. Par dérogation aux règles de délégation prévues aux articles L. 2122-18, L. 3221-3, L. 4231-3, L. 4422-25 et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales, le maire ne peut adresser aucune instruction à son délégataire.

Considérant dans ce cadre qu'il convient de déléguer temporairement à madame Marie-Christine ROBERT, 1^{ère} adjointe, le pouvoir de signature afin de prendre toute décision relative au droit de préemption de la Ville afférant à ladite transaction.

ARRÊTONS

Article 1 : Une délégation temporaire est consentie à madame Marie-Christine ROBERT, 1^{ère} adjointe, afin de prendre toute décision relative au droit de préemption de la Ville afférant à la déclaration d'intention d'aliéner déposée en date du 30 avril 2024.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Amiens, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Fait à Senlis, le **12 JUIN 2024**



Pascale LOISELEUR
Maire de Senlis

Cet arrêté a été,

Reçu en Sous-Préfecture le : **12 JUIN 2024**

Notifié à l'intéressée le : **12 JUIN 2024**

Publié sur le site de la collectivité le : **12 JUIN 2024**